

songerait même pas à changer les mesures agraires; on demande tout simplement à un fonctionnaire de faire la conversion au système métrique, comme nous l'avons toujours fait au Canada. Mais, au Canada, nous ne respectons plus le peuple. Nous ne le laissons pas garder sa culture ou la modifier graduellement. Nous lui imposons le changement, car les spécialistes prétendent que c'est la solution la plus rapide: elle tue ou elle guérit. A mon avis, quelqu'un va se faire saler cette fois-ci.

J'ai l'impression que sous le premier ministre actuel (M. Trudeau), nous avons perdu notre souplesse, notre aptitude à être démocratique, et que nous acceptons tout simplement les ordres venus d'en haut. L'inafaillibilité est passée de mode depuis belle lurette dans notre monde contemporain. Il ne s'agit pas ici de l'inafaillibilité du pape, mais de celle du premier ministre; plusieurs autres ministres comptent d'ailleurs être doués de cette vertu également. On ne peut pas diriger le Canada en se fondant sur le seul principe de l'inafaillibilité. Tout ce qu'on peut faire, c'est progresser lentement, mais sûrement.

Pour terminer, j'aimerais parler de l'histoire du Canada écrite par Donald Creighton. Je l'ai déjà dit et je le répète. Le tome 18 de son histoire du Canada se rapportant à la période qui va de 1939 à 1957, est intitulé *The Forked Road*. L'auteur signale que pendant la guerre et au cours des 12 années qui suivirent, le Canada a pris la mauvaise direction. Il ajoute que le pays a remis sa destinée entre les mains de Keynes, Beveridge et Burnham; Keynes a établi une théorie monétaire qui devait résoudre tous nos problèmes; Beveridge a donné naissance à la doctrine qui prévoyait l'assistance sociale pour tous et Burnham est le père de la doctrine de l'élitisme des cadres. Qui a gagné la guerre? Ce sont les cadres qui mènent le Canada. Ce sont eux qui dirigent les ministères. Ce sont eux qui terrorisent les députés de l'arrière-ban.

Tant qu'on dépendra de cette engeance qui a gravi les échelons de la pyramide dans la Fonction publique et qu'une douzaine de personnes nous dira quoi faire, la situation ne changera pas. Nous ne respectons plus les gens ordinaires. Le Parlement s'est aliéné cette classe de la société et nous avons ébranlé sérieusement les fondements de la démocratie, de sorte que le pays s'est fourvoyé.

Vous avez vu les députés de mon parti s'évertuer à exposer les faits au gouvernement. Nous avons dit que l'hectare va causer beaucoup de soucis au Québec, en Ontario, dans les Maritimes et dans l'Ouest. Il ne fera pas toujours partie du système métrique: c'est une question de temps. On nous force quand même à accepter un terme temporaire qui va embrouiller tout le monde, tout cela au nom de la sacro-sainte efficacité qui s'inspire de la théorie de Burnham sur l'élite administrative.

Le Canada s'est fourvoyé lorsqu'il s'est engagé dans la guerre en 1939 et par après, il a pris la voie des contrôles, la voie de l'atteinte aux libertés, etc. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est retourner aux vérités fondamentales, car on ne peut

Système métrique

pas forcer les Canadiens à se plier aux décisions de l'élite administrative qui n'apprend rien et n'oublie rien. Pour moi, ce sont des crétins, et tout le monde me comprend quand je dis cela.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la question. Nous avons vendu notre âme aux experts qui exigent de nous un prix tel qu'il faut abandonner nos traditions démocratiques. C'est un triste jour aujourd'hui puisque je me vois contraint d'être aussi acerbe ce soir, mais c'est par souci d'honnêteté et de sincérité que je le fais. Même sur un sujet aussi simple que le système métrique, je prétends que le gouvernement ne va pas recourir aux méthodes démocratiques normales qui faciliteraient la mise sur pied de ce système. C'est pourquoi nous n'avons d'autre choix que de dire aux Canadiens que le seul parti qui ait jamais pris position énergiquement sur ce sujet, c'est la loyale opposition de Sa Majesté, le parti progressiste conservateur.

Des voix: Bravo!

● (2120)

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Nous voulons que notre pays s'attaque aux problèmes actuels, monétaires et économiques, sans se laisser distraire par des questions purement émotives qui n'ont rien à voir avec les problèmes qui nous attendent. J'espère que le débat sur le système métrique aura servi au moins à une chose; j'espère qu'il aura convaincu bien des gens qu'ils ne se feront pas entendre tant que ce gouvernement sera au pouvoir et tant qu'il se laissera mener par cette prétendue élite administrative.

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir participer à ce débat et surtout de prendre la parole après le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) qui a l'art d'aller au cœur du problème. Comme il l'a dit au début de nos délibérations sur le système métrique, j'ai été un chaud partisan du système métrique, et je le suis encore aujourd'hui, je crois. Je crois que nous finirons un jour par adopter le système métrique. J'estime que nous procéderons à la conversion au système métrique, mais je suis sorti dégoûté des réunions avec la Commission du système métrique auxquelles j'ai assisté.

Ce serait une bonne idée de commencer par lire le décret du conseil qui a établi la Commission du système métrique. Il est daté du 10 juin 1971 et il porte le numéro PC 1971-1146. Le décret du conseil fait suite à une recommandation du ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque, en vertu de l'article 18 de la loi sur l'organisation du gouvernement de 1969, en vue d'établir une commission préparatoire à la conversion au système métrique. A l'époque, tous les partis à la Chambre ont accepté le principe de la conversion au système métrique. Je crois qu'il ont cru qu'on leur présenterait un bill en bonne et due forme, traçant les grandes lignes d'un programme de conversion au système métrique, programme qui s'étalerait sur une période de dix ans. Ce n'est pas ce qui s'est produit, cependant.